

Interview de José Medeiros Ferreira: l'évolution du Portugal depuis son adhésion aux Communautés (Lisbonne, 25 octobre 2007)

Source: Interview de José Medeiros Ferreira / JOSÉ MEDEIROS FERREIRA, Miriam Mateus, prise de vue : François Fabert.- Lisbonne: CVCE [Prod.], 25.10.2007. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:06:07, Couleur, Son original).

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_jose_medeiros_ferreira_l_evolution_du_portugal_depuis_son_adhesion_aux_communautes_lisbonne_25_octobre_2007-fr-5670fa1c-e0cc-47e8-bf10-5fe2fe63139e.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Interview de José Medeiros Ferreira: l'évolution du Portugal depuis son adhésion aux Communautés (Lisbonne, 25 octobre 2007)

[Miriam Mateus] Vous êtes aujourd'hui professeur universitaire et également spécialiste en relations internationales. Comment définiriez-vous l'évolution du Portugal depuis son adhésion aux Communautés? Quels ont été, à votre avis, les avantages et les inconvénients de l'adhésion du Portugal?

[José Medeiros Ferreira] La question est très large et ma réponse devra être synthétique. Je pense que l'entrée du Portugal dans la Communauté européenne s'est bien passée, je le répète. La période initiale a été très positive. Le fait que cette période ait été tellement favorable a fini par créer des réflexes de bon élève, a fini par désarmer du point de vue de la critique les élites portugaises face à la construction européenne et cela peut avoir des effets pervers.

Je dirais qu'à partir du pacte de stabilité et de la double convertibilité de l'escudo, le taux de change de 1992 dont j'ai déjà parlé – je ne vais pas me répéter – fixé pour entrer dans le serpent monétaire puis dans le système monétaire européen en 1992 puis le taux de conversion de l'escudo en euros en 1998 ou 1999, qui survalorisait toujours l'escudo, ont entravé la compétitivité des forces productives portugaises et notamment des industries exportatrices. Je sais également qu'on pourrait évoquer un ajustement transitoire mais cela a créé de réelles difficultés pour la croissance économique du pays, difficultés qui se reflètent dans le fait que, ces dernières années, la croissance économique portugaise s'est située en dessous de la moyenne européenne.

On a évoqué de nombreux facteurs, on a parlé de la formation professionnelle mais les spécialistes parlent peu par exemple de deux facteurs d'ordre monétaire et financier qui, je crois, méritent réflexion, tout comme une autre question dont on ne discute pas au Portugal, je ne sais pas si on en discute dans les autres pays mais au Portugal, il n'y a aucune réflexion sur les techniques de négociation au sein de l'Union européenne, je veux dire sur la manière dont on négocie dans l'Union européenne, que ce soit au niveau de la Commission, du Conseil des ministres ou du Parlement européen. Au fond, ce qui importe, c'est la dialectique initiative-législation de la Commission, l'approbation en Conseil des ministres de l'Union – c'est de cela dont il faudrait parler. Je veux dire par là qu'il n'y a pas de réflexion sur ces techniques de négociation. Bien sûr, les diplomates ont leurs conceptions et leurs pratiques propres mais je dirais qu'il n'y a pas de culture pour le développement de ces techniques.

Je le répète, cela est lié à l'idée que l'Union européenne apportera toujours des avantages au Portugal. C'est également mon opinion. Évidemment, dans les grandes lignes, elle nous a été favorable. C'est un choix politique. Cependant, il serait peut-être bon que les élites portugaises aient une vision un peu plus critique, plus rationnelle de leur intégration dans l'Union européenne et pas seulement cette vision des «bienheureux de l'Union européenne», imitant un peu ce qu'a fait la Pologne, il y a peu. Sans en arriver aux extrêmes de la Pologne, je pense qu'il manque au Portugal un moyen terme critique sur les aspects positifs et négatifs de l'Union européenne.

Je crois qu'un élément fondamental concerne les relations entre la Banque centrale européenne et la coordination économique de l'Ecofin, du moins il y a là quelque chose qui mérite réflexion. Le Portugal n'a jamais rien proposé en la matière. C'est de cela dont je parle, le Portugal est incapable d'arriver à une réunion de ce genre et de dire: «Non, il manque une meilleure entente entre l'Ecofin et la Banque centrale européenne» ou «Pourquoi la Banque centrale européenne émet-elle de la monnaie alors qu'il y a une crise du crédit international et pourquoi les membres de l'Ecofin n'ont-ils rien à dire sur la question?» Ce ne sont que des exemples pour dire qu'il manque une position plus active, plus pro-active de la part des élites portugaises par rapport à la construction européenne.

Les élites espagnoles ont tiré beaucoup d'avantages de l'adhésion. Et d'une certaine façon, l'entrée de l'Espagne... Je n'oublie pas que le président de la Commission européenne est portugais mais l'Espagne a obtenu des postes dans les rouages de l'Union européenne plus rapidement. Je ne demande pas une revanche, je dis seulement que le Portugal devra changer un peu de comportement et adopter une attitude plus active au sein de l'Union européenne.

[Miriam Mateus] Juste pour terminer, personnellement, comment avez-vous vécu ce moment historique, si je puis dire, de l'adhésion du Portugal aux Communautés européennes?

[José Medeiros Ferreira] Je vais vous dire quelque chose qui concerne ma formation citoyenne. Comme j'étais ministre des Affaires étrangères lorsque le Portugal a demandé l'adhésion, je me suis senti extrêmement responsable de la manière dont les choses se sont déroulées et de la manière dont se ferait l'entrée du Portugal dans la Communauté européenne. C'est la raison pour laquelle j'ai choisi d'être député européen. Je suis justement devenu député européen durant les quatre premières années du Portugal dans la Communauté, précisément pour pouvoir accompagner dans la mesure de mes moyens et au sein de l'organisme qui m'était accessible et avec un sens des responsabilités individuelles et politiques, les conséquences de l'entrée du Portugal dans la Communauté européenne. Il est clair que j'ai vu cela comme quelque chose de très positif. J'étais aux Jerónimos, j'avais été invité en tant qu'ancien ministre des Affaires étrangères présent à la signature du traité d'adhésion. Ce moment-là a été un moment marquant pour l'histoire du Portugal. Comme j'ai l'habitude de le dire, et je vais le répéter pour conclure, l'option européenne du Portugal a été un choix stratégique fondamental du régime démocratique portugais.